

Brochure n° 3297

Convention collective nationale
IDCC : 2060. – CAFÉTÉRIAS ET ASSIMILÉS
(Chaînes)

AVENANT N° 15 DU 4 MAI 2017
RELATIF À LA NÉGOCIATION ANNUELLE

NOR : ASET1750641M

IDCC : 2060

Entre

SNRPO

D'une part, et

FGTA FO

CSFV CFTC

FS CFDT

INOVA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour faire suite aux réunions des 7 février, 17 mars, 4 mai 2017, le syndicat national de la restauration publique organisée (SNRPO) et les organisations syndicales signataires ont convenu au titre de la négociation annuelle de branche 2017 des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Revalorisation de la grille de salaires de branche

Les rémunérations horaires brutes applicables à compter du 1^{er} juillet 2017 sont déterminées dans le respect des salaires minima suivants :

(Voir tableau page suivante.)

CATÉGORIE	NIVEAU	TAUX HORAIRE
Employés	Niveau I	
	– échelon 1	9,77
	– échelon 2	9,87
	– échelon 3	9,92
	Niveau II	
	– échelon 1	10,03
	– échelon 2	10,16
	– échelon 3	10,59
	Niveau III	
	– échelon 1	10,66
	– échelon 2	10,77
	– échelon 3	11,06
Agents de maîtrise	Niveau IV	
	– échelon 1	11,06
	– échelon 2	11,66
	– échelon 3	12,50

Il est convenu que la rémunération annuelle brute ne pourra être inférieure à la somme de :

- 28 400 € concernant l'échelon 1 du niveau V de la catégorie des « Cadres » ;
- 39 228 € concernant l'échelon 2 du niveau V de la catégorie des « Cadres » ;
- 39 750 € concernant l'échelon 3 du niveau V de la catégorie des « Cadres ».

La présente grille de salaire de branche entrera en application à la suite de l'extension du présent avenant telle que définie dans son article 4. Toutefois, il a été convenu que cette grille de salaire de branche s'appliquera à sa date d'effet, soit au 1^{er} juillet 2017 pour les entreprises adhérentes du SNRPO qui entrent dans le champ d'application de la convention collective nationale des chaînes de cafétérias et assimilés du 28 août 1998.

Article 2

Classification

Désireux de poursuivre les démarches initiées depuis l'accord du 24 juillet 2009 sur la revalorisation de la grille de salaire et de la grille de classification, il a été convenu d'améliorer la disposition permettant de bénéficier d'une revalorisation automatique de la classification de l'échelon 1 à l'échelon 2 du niveau I.

Ainsi, l'article 37.2 de la CCN des chaînes de cafétérias et assimilés (issu de l'avenant n° 14 du 7 février 2013) intéressant le système de classification sera modifié comme suit :

« Afin de prendre en compte l'expérience professionnelle acquise dans les entreprises de la branche, les salariés classés à l'échelon 1 du niveau I justifiant de 1 an de service continu dans la branche dans les 3 dernières années, dont 6 mois dans l'entreprise (contre 8 mois dans le précédent texte), bénéficieront automatiquement d'un échelon supplémentaire » (art. 37.2.1 « Présentation »).

Les entreprises auront jusqu'au 1^{er} janvier 2018 pour se mettre en conformité avec la présente disposition.

Article 3

Durée et date d'effet

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension sous réserve du droit d'opposition par les syndicats non signataires dans les conditions définies par la loi.

Article 4

Extension

En application de l'article L. 2261-15, les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant au ministère du travail afin de le rendre applicable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des chaînes de cafétérias et assimilés.

Article 5

Publicité dépôt

Conformément aux dispositions de l'article D. 2231-3 du code du travail, le présent avenant sera déposé par les soins de la partie diligente auprès des services centraux du ministère chargé du travail.

Article 6

Dénonciation et révision

Le présent avenant pourra être révisé sur demande de l'un ou l'autre des signataires en joignant à sa demande une proposition de rédaction du (ou des) article(s) dont la révision est demandée. La demande de révision sera examinée dans les 3 mois qui suivront sa présentation adressée à chaque syndicat représentatif. Toute demande de révision qui n'aurait pas abouti dans un délai de 6 mois à compter de la 1^{re} réunion consacrée à cette demande de révision sera réputée caduque.

Le présent avenant pourra être dénoncé moyennant un préavis de 3 mois. Si la dénonciation émane soit de la délégation patronale soit de la délégation salariale dans leur totalité, l'avenant cesse d'exister à l'expiration du délai de 3 mois. Il continue de produire effet pendant encore 12 mois sauf si l'avenant de substitution est conclu avant le terme de ces 12 mois.

Fait à Paris, le 4 mai 2017.

(Suivent les signatures.)